



nac'h sentiñ

revue du Mouvement Indépendantiste Breton

BRETAGNE:



PROGRESSION DU NATIONALISME!

SOMMAIRE

- APRES LA MANIF DE RENNES... RENVERSER LES BARRIERES
- UN CRAN AU DESSUS
- CHARTE INDEPENDANTISTE
- L'UNIVERSITE BRETONNE : QUESTIONS A DAZONT
- COMMUNICATION
- B. D. PROPAGANDE
- INCONNUE
- PEUGEOT OU LA FOIRE AUX ESCLAVES
- JN'ZJ KOMPREZ : BRO C'HALL C'HOAZH
- LES LECONS D'UN SONDAGE
- NOTE DE LECTURE

le m.i.b. - nac'h sentiñ communique...

M.I.B. mouvement indépendantiste Breton
A NANTES, le 17 Mars 1990

Le Mouvement Indépendantiste Breton considère tout d'abord que l'usage du terme Bretagne pratiqué par le Conseil Régional des 4 départements relève de l'escroquerie intellectuelle. Cela se traduit dans les faits par un manque d'ambition politique pour la Bretagne qui nuit à l'ensemble de ses habitants et à son économie. En effet, le dynamisme économique actuel est gravement freiné par la division administrative de notre pays et par l'incapacité de ses responsables politiques actuels à se donner les moyens nécessaires (économique, politique, culturel etc...) pour être les ambassadeurs d'une Bretagne majeure et responsable, ce que n'ont pas hésité à faire récemment les élus d'une République de l'Est de l'Europe.

En voulant ignorer ces réalités et en se complaisant dans le succursarisme de la France et dans une Bretagne réduite, les responsables politiques actuels risquent de se déconnecter à terme du peuple qu'ils sont censés représenter.

Il faut par conséquent, que le Conseil "régional" se prononce pour une Assemblée autonome élue au suffrage universel ayant tout pouvoir en matière d'éducation, de recherche, de gestion des impôts levés en Bretagne et en assurant une représentation directe à Bruxelles ainsi que les autres délégués nécessaires pour équilibrer le commerce breton, comme ce qui existe déjà en Catalogne centrale et est sur le point d'aboutir en Ecosse.

Ces revendications peuvent paraître démesurées ou prématurées mais l'histoire n'est pas figée; elle l'a prouvé récemment.

Certains de nos lecteurs qui nous avaient écrit ont eu la surprise de voir leur courrier retourné avec la mention "inadmis".

Qu'ils ne s'inquiètent pas, le M.I.B. existe toujours ! Ces désagréments sont dus à l'indélicatesse d'un fonctionnaire des postes français qui refusait tout objet adressé à notre boîte postale sous la mention M.I.B.

Il va de soi qu'il a décidé tout seul cette démarche, sans qu'aucun ordre ne soit venu de plus haut, et que le fait que son directeur départemental le couvre n'est qu'un hasard de plus...

Nous vous prions donc de noter les nouvelles coordonnées du M.I.B. :

68 bd DALBY
44000 NANTES
Tél. : 40 74 51 05

M.I.B. mouvement indépendantiste Breton
A NANTES, le 17 Mars 1990

Le Mouvement Indépendantiste Breton est en désaccord total avec la vision de la Bretagne à qui inspire l'action de l'actuelle municipalité rennaise. Celle-ci semble considérer Rennes comme une banlieue de Paris et miser l'avenir sur la France, alors que le cadre européen lui-même est dépassé chaque jour par la mondialisation croissante de l'économie.

Les indépendantistes considèrent donc néfaste la politique qui consiste à créer des divisions artificielles et organiser une compétition entre les villes bretonnes (notamment Nantes et Rennes) alors que les véritables enjeux nécessitent une recherche de complémentarité et de coopération, ce qui passe avant tout par la restitution de l'intégrité du territoire national breton.

M.I.B. mouvement indépendantiste Breton
A NANTES, le 19 Mars 1990

Veuillez insérer dans vos colonnes le contenu suivant, merci :

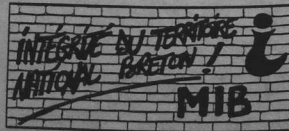
Le Mouvement Indépendantiste Breton participant à la manifestation du 17 Mars pour l'intégrité du territoire national breton à l'occasion du Congrès du PS français, dénonce les actes de violence perpétrés par les forces de répression et en tire les conséquences qui s'imposent.

Par delà le combat pour l'intégrité du territoire national, cette manifestation a révélé un réel réveil du nationalisme progressiste breton, phénomène logique, entraînant la décréditisation du régionalisme conservateur.

Par ailleurs, les Indépendantistes se réjouissent de constater que le thème en Bretagne du Congrès d'un parti français ait porté malice à celui-ci.

REJOIGNEZ-NOUS !

"Les articles publiés dans 'Nac'h sentiñ' sauf mention contraire (Tribune libre, courrier des lecteurs) engagent la responsabilité du Mouvement Indépendantiste : qu'il s'agisse d'une signature individuelle (membre de la commission de rédaction) ou d'une signature collective d'un organe interne du M.I.B. (Bureau National, Conseil National, Fédération ou Commission Permanente)."



EDITORIAL:

APRES LA MANIF DE RENNES... RENVERSER LES BARRIERES

Il existe certainement un juste milieu entre jouer les trublions forcés qui chercheraient systématiquement et sans finalité l'affrontement physique avec les forces de répression française et accepter docilement que celles-ci nous canalisent et nous encadrent comme un troupeau de moutons qui se disperserait dans les conditions autorisées par la préfecture.

C'est dans ce sens que l'un des tournants et l'une des actions les plus chargées de symbole de cette manifestation aura été de renverser les barrières de la Place de l'Hôtel de Ville.

Certes, ces barrières métalliques n'empêchaient pas vraiment la manifestation d'avoir lieu. En effet, l'Etat Français ne se sent pas encore suffisamment menacé pour supprimer le droit de manifestation ; les élections non plus ne font pas actuellement chanceler ses fondements. "La dictature, c'est ferme ta gueule ; la démocratie à la française, c'est cause toujours".

Ces barrières sont reproduites à tous les niveaux de la société bretonne. Soigneusement verrouillées, elles ont pour rôle de nous barrer l'accès à notre peuple, empêcher que celui-ci nous voit sous notre vrai jour. Les médias français, par exemple, retransmettent régulièrement les positions des organisations de l'Emsav mais uniquement lorsque celles-ci traitent de langue et de culture. Tout ce qui touche à l'analyse et aux positions politiques, économiques et sociales est proprement censuré. Le Mouvement Indépendantiste n'est pas le seul à être confronté aux barrières de ce ghetto culturel que la France cherche à nous imposer. De même, les subventions allouées à la langue et la culture nationale bretonne n'ont pas d'autres fonctions que de perpétuer ce ghetto, endormir notre vigilance ; elles s'arrêtaient soigneusement au point où pourrait commencer un développement conséquent de notre langue et de notre culture nationales.

On pourrait appliquer ce schéma à de nombreux secteurs de la vie de notre nation.

La condition de notre existence politique d'indépendantistes (ou également celle des autres nationalistes) est de refuser les règles de ce jeu tronqué, faire sauter

les verrous de ces barrières qui veulent nous enfermer dans des bacs à sable, savoir se faire respecter et également se faire craindre.

Dans leurs communiqués, les régionalistes ont déclaré que ces incidents ont été réalisés par des "éléments incontrôlés". Effectivement, cette manifestation a échappé au contrôle des régionalistes, nous pensons qu'il le fallait pour que l'Emsav dans son ensemble puisse avancer, investir de nouveaux espaces. Cela n'est pas compatible avec la légalité dont les limites sont celles que nous devons franchir.

Manifester notre indépendance vis à vis de la loi française est une question de dignité pour les indépendantistes que nous sommes et pour les autres nationalistes. Pour les régionalistes, une partie de la dignité consiste à faire reconnaître leur respect de la légalité française.

Il faudra pourtant composer avec cette divergence fondamentale pour trouver avec eux les consensus nécessaires pour le bout de chemin que nous devons faire ensemble.

M.J.B. nac'h sentiñ



UN CRAN AU DESSUS

La conjonction de plusieurs éléments a fait que l'intégrité du territoire national se rapproche (il faut encore un effort) du niveau de préoccupation prioritaire qui lui correspond. Parmi ces nombreux facteurs, les principaux sont l'évolution du contexte (échec des Pays de Loire qui amène les sphères dirigeantes à remettre en cause le découpage administratif actuel), la diffusion croissante des idées antipartitionnistes dans l'Emsav, et le dynamisme des dirigeants et militants des différents secteurs de l'Emsav qui ont pris l'initiative de lancer cette campagne.

Concrètement, la première étape a été la manifestation de NANTES (17 Novembre 1989) sous le double mot d'ordre de réunification de la Bretagne et enseignement de la langue au Pays Nantais. Ne s'appuyant que sur les réseaux de l'Emsav, cette manifestation rassembla autour de 500 personnes. C'est certes peu comparé au rapport de force à construire. Toutefois ce dernier ne dépend pas que du nombre mais également de la dynamique que celui-ci est capable d'impulser. Ceci ne peut se faire qu'au moyen de thèmes mobilisateurs (à la fois ambitieux et réaliste) regroupés dans une ligne cohérente et consensuelle. Déjà, devant le Rectorat et la Mairie de NANTES le 17 Novembre, certaines prises de parole des organisateurs n'ont pas fait l'unanimité auprès des manifestants, surtout les jeunes. Par exemple, un dirigeant régionaliste - dont nous ne citerons par le nom car les personnes ne sont pas en cause - utilisa le mot ringard et inexact de "province" pour la Bretagne (ce à quoi une bonne partie des manifestants répondit en scandant "nation !"), l'orateur régionaliste leur rétorqua "oui, mais, à l'époque (révolution de 1789), la Bretagne était une province". Ainsi, la Bretagne ne serait que ce que la France considère ! C'est nier la légitimité de toute revendication pour la Bretagne. Comment peut-on concilier ce servilisme avec la revendication de réunification de la Bretagne ? La France en effet a décidé que le Pays Nantais n'en fait pas partie. La France nie la Bretagne. Reconnaître la France c'est nier la raison de notre lutte. En effet, une base combattive formée de jeunes en général (beaucoup de moins de

vingt ans dont c'était l'une des premières manifestations) avait révélé son existence. Les régionalistes qui avaient soigneusement planifié la manifestation à l'avance ne contrôlaient plus totalement la situation. Un peu plus tard la légalité de la république française qui apparemment leur est si chère était transgressée. Alors que le camp nationaliste chantait le Kan Bale an A.R.B. un drapeau des Pays de Loire était détruit par le feu.

RENNES : 1 cran au-dessus

Pour l'Emsav dans son intégralité, la manifestation de NANTES n'était somme toute qu'un coup d'essai, quelques soient les positions, interprétations de chaque tendance. Les circonstances prôtaient à ce que la manifestation de RENNES du 17 Mars franchise une étape; de toute façon, l'outrecuidance du P.S. qui tenait son congrès ce même week end en Bretagne imposait qu'un acte de protestation soit organisé. La manifestation décidée par U.G.B. (Unvaniezh ar Gelennerien war ar Brezhoneg) et le C.U.A.B. (Comité pour l'Unité Administrative de la Bretagne) et convoquée par l'ensemble des organisations de l'Emsav, avait retenu les mots d'ordre suivants :



- réunification de la Bretagne,
- augmentation des heures d'émission en breton sur FR3,
- "une plus grande régionalisation".

Nous, Indépendantistes, sommes en désaccord avec ce troisième mot d'ordre. Non pas que nous sommes opposés à l'existence d'objectifs à moyen terme pour l'Em-sav ; bien au contraire, nous continuerons à contribuer à en faire émerger de nouveaux et soutenir ceux déjà émis. Toutefois, ce mot d'ordre régionaliste est anticonsensuel. Il consiste à vouloir doter la France d'un système démocratique et diffère une place nouvelle pour la Bretagne. Ceci est justement ce qui fait la différence avec les nationalistes et parmi eux les indépendantistes dont la stratégie est en opposition totale avec ce type d'objectif. Ce ne sont pas les possibilités de mots d'ordre communs qui manquent, mais ce n'est pas en donnant dans la surenchère régionaliste que l'on construit un consensus.



Bref, le départ de la manifestation était fixé à 15 heures à Beaulieu, à l'Est de RENNES, et rejoignit le centre ville avec une halte devant le Conseil Régional de "Bretagne du Nord", le service d'ordre ayant été confié à DAZONT. Et au long du parcours qui sépare le Conseil Régional de la place de l'Hôtel de Ville, les slogans régionalistes peu mobilisateurs cèdent la place aux nationalistes : "PARTIS FRANÇAIS HORS DE BRETAGNE !", "FRANKIZ EVIT KABON !", le cortège formé de près de 800 personnes se regroupe à la place de l'Hôtel de Ville rejoignant quelques opposants au projet de métro sous l'oeil des caméras de flics postés à plusieurs fenêtres dominant la place. Les diverses organisations pren-

nent alors la parole au micro installé face à la niche où s'élevait autrefois le monument de la honte. Des barrières métalliques séparent les manifestants des drapeaux français dont l'arrogance de la présence est renforcée par le nombre. Les jeunes nationalistes et parmi eux ceux du M.I.B. prennent l'initiative (ils ne la lâcheront plus) de renverser les barrières pour s'emparer des drapeaux français.



Intervention musclée des gendarmes mobiles renforcés immédiatement par les C.R.S. Les coups, poings et pancartes contre matraques, pleuvent. Les insultes des chiens de garde révèlent leur mentalité et leur conditionnement : "Tu vas voir ta gueule jeune con !". L'échauffourée est brève, on dénote quelques blessés parmi les nationalistes, des blessures sans trop de gravité, apparemment, mais pour le moins spectaculaires.



La manifestation repart vers l'Avenue Janvier où se trouve le siège de FR3. Une entrevue est prévue entre Jean-Paul BUGUEN, directeur, et les représentants de l'organisation de la manifestation. Pour tromper l'attente devant les portes, on discute, on échange des idées, les informations circulent, des projets émergent. Symboliquement, des drapeaux et panneaux des Pays de Loire sont détruits par le feu.

A sa sortie de l'entretien qui a duré près d'une heure, la délégation livre un bilan partagé de l'entrevue. On ne peut pas s'attendre à une augmentation sensible du nombre d'heures en langue bretonne sur FR3 à court terme.

Le chef de file des régionalistes prétend alors dissoudre la manifestation alors que les militants ont pris la décision de se rendre à l'Hôtel ALTEA situé à quelques centaines de mètres de FR3, là où sont logés les ministres et autres pontifes congressistes du P.S. Le dirigeant s'y oppose arguant de la "légitimité conférée par le suffrage universel" des élus du P.S. Pourquoi alors faire une manifestation ?

Pas convaincus, les militants nationalistes, indépendantistes compris, laissent les régionalistes sur place. Certes, la manifestation a perdu une bonne partie de ses effectifs, mais elle y a gagné en clarté et en dynamisme.

Sur la voiture précédent le corps de manifestation est disposé un mégaphone qui répète inlassablement le Kan Bale an A.R.B. Devant l'Hôtel ALTEA un mur de C.R.S. nous bloque le passage. Tout un symbole. Derrière ce rempart, d'autres chiens de garde arborent fièrement leurs fusils, balles en plastique. A quelques mètres derrière cet autre rempart, on aperçoit des hommes en civil discutant tout en surveillant la manifestation stoppée. Des badauds ? Non, R.G., D.S.T.

On apprend qu'un (ou deux ?) manifestant est séquestré par les forces de répression. Déterminés, les nationalistes refusent de quitter les lieux sans leur camarade, ce à quoi un commissaire répond que le militant ne sera libéré qu'après dissolution de la manifestation. La fermeté - à la mesure de la dimension symbolique de cette négociation- finit par payer.



ANCIENS N°

15F

Le camarade est restitué à la manifestation qui se dissout. Nombreux sont ceux qui restent à RENNES pour participer au Fest Noz de soutien à Gilbert CABON.

EMSAV : une redistribution des cartes

Incontestablement, ces événements sont l'amorce d'un renouveau du nationalisme progressiste. Il reste encore énormément à faire mais au moins cette manifestation aura révélé l'éclosion d'une cohésion parmi tous les nationalistes qui dépasse les divergences réelles entre les partis (principalement M.I.B. et EMGANN), et dans laquelle DAZONT qui a montré énormément de dynamisme et de discipline, et la masse des militants nationalistes non organisés. Cette opportunité doit être approfondie, battons le fer tant qu'il est chaud. Il faut pour cela, dans l'attente de la prochaine manifestation ou autre moment majeur de lutte, mettre nos forces en communs sur les thèmes nationalistes. Par ailleurs, les nationalistes doivent finir de se décomplexer vis à vis des régionalistes qui doivent prendre conscience du fait qu'ils sont obligés de compter avec nous, totalement, non seulement dans l'organisation du travail militant, mais également dans l'élaboration des consensus qui doivent voir le jour.

Concrètement, le Mouvement Indépendantiste propose, sur une base immédiate, d'organiser une campagne unitaire autour d'une affiche reprenant les contours de la Bretagne ainsi que le slogan "BRETAGNE INTEGRALE". Cet affichage devra se réaliser massivement et mettre de côté les clivages en allant sur le plan local les bras des militants de toutes tendances. Pourquoi ne pas réaliser ces collages le soir après des réunions de coordination ou des débats sur des thèmes donnés, ce qui aurait pour effet d'avancer vers une plus large conscience et une meilleure compréhension de chaque tendance ? Ne serait-ce pas là l'occasion de préparer une future unité de doctrines ?

Gwenole BLOUIN



DECLARATION FINALE

Lors du Congrès National/Dael Meur du Mouvement Indépendantiste qui s'est tenu à NANTES au printemps 1990, les militants ont dressé un bilan partagé de l'année 1989. C'est plutôt au niveau des idées et de l'affinement d'une ligne politique réaliste que les évolutions ont été les plus sensibles.

Les militants se sont félicités de la tendance actuelle à une plus large union au sein du Mouvement National Breton et ont réaffirmé leur volonté de faire que leur organisation tienne sa place dans ce processus. Ceci doit s'accompagner par la construction d'un Mouvement Indépendantiste plus fort et gagnant en efficacité.

Dans ce sens, il a été décidé de poursuivre l'effort considérable qui a été entrepris depuis le début 1989. Ceci concerne la mise en pratique des nouvelles structures de fonctionnement assurant l'efficacité des prises de décisions, la progression des ressources financières et de la communication interne. Par ailleurs, la mise en place de nouvelles structures d'accueil, d'échange et d'information, tant pour les militants que pour les personnes extérieures (local - siège national, minitel, répertoire téléphonique...) donnera à l'indépendantisme une plus grande capacité en matière de communication.

Ce Congrès National s'est clôturé par un vote à l'issue duquel les actuels responsables du M.I.B. se sont vu reconduits dans leurs fonctions.

MIB nac'h sentiñ

CHARTRE INDEPENDANTISTE

- 1° - Le M.I.B. "nac'h sentiñ" est une organisation qui a pour but final l'indépendance de la Bretagne. Il rassemble donc des Bretons conscients que l'épanouissement des communautés nationales ne peut se réaliser pleinement que dans l'indépendance et déterminés à créer un Etat démocratique.
- 2° - L'indépendance se définit comme le maximum de souveraineté qu'un état puisse exercer. Elle ne signifie ni l'autarcie ni le repli sur soi.
- 3° - L'indépendance permettra notamment l'ouverture sur le monde. Elle offrira à la Bretagne la liberté de participer à un nouveau type de relations internationales fondé sur une meilleure coopération entre les peuples, ce que la domination française rend impossible actuellement.
- 4° - Le combat indépendantiste constitue pour chaque peuple un combat pour sa dignité. Il vise à la suppression de tous les liens de soumission politique, économique, militaire, culturelle et sociale.
- 5° - La dignité collective ne peut se réaliser que dans le respect des dignités individuelles. C'est pourquoi la société bretonne indépendante recherchera un partage équitable des richesses dans la reconnaissance des droits et des devoirs de chacun.
- 6° - Dans cette éthique, le Mouvement Indépendantiste Breton condamne toute forme de racisme, fascisme ou totalitarisme. Il se veut respectueux des opinions religieuses ou philosophiques de chacun.
- 7° - Le Mouvement Indépendantiste Breton inclut dans sa stratégie de libération nationale la démarche frontiste. Il souhaite donc l'alliance temporaire de différentes classes sociales pour atteindre l'objectif commun.
- 8° - Le Mouvement Indépendantiste Breton considère que la défense des intérêts du Peuple Breton nécessite des mesures immédiates en attendant que l'Indépendance garantisse la stabilité nécessaire. Il propose donc des solutions à court et moyen termes ainsi que des analyses politico-économiques en rapport direct avec ce projet d'Indépendance Bretonne.
- 9° - Le Mouvement Indépendantiste Breton souhaite que la Bretagne s'associe à la construction d'une Europe, réelle communauté de Peuples. Il rejette l'idée d'un Etat-Continent niveleur et impérialiste dans le prolongement de l'Etat français.
- 10° - De même, le Mouvement Indépendantiste Breton souhaite la mise en place de nouvelles relations Nord/Sud basées sur l'équité et la coopération, non sur l'exploitation et l'assistantat.
- 11° - Ayant défini les points précédents, le Mouvement Indépendantiste Breton se reconnaît comme un mouvement progressiste qui, par l'Indépendance Bretonne, entend favoriser l'émergence nécessaire d'un nouvel équilibre mondial.

36 14 CHEZ * MIB

Université Bretonne

QUESTIONS A ... DAZONT

Le 25 Janvier dernier, la Bretagne apprenait l'élection de Gilbert CABON au Conseil d'Administration de l'Université de Haute Bretagne (RENNES II). Celui-ci était présenté en tête de liste de DAZONT, Union des Etudiants de Bretagne. Nac'h Sentif a rencontré Christian DEMEURE-VALLEE, Président de DAZONT UEB, pour faire plus ample connaissance avec le nouveau syndicat d'étudiants.

NS : Vous vous définissez comme un syndicat étudiant breton, qu'est-ce qui vous a amené à cette démarche syndicale ?

CDV : A l'origine, il y avait un groupe d'étudiants regroupés autour d'un journal, Karnach, début 88 avec l'idée de sensibiliser les étudiants et les jeunes en général, à la Bretagne et aux revendications bretonnes.



De fil en aiguille, en faisant ce journal, au cours de nos réunions et de nos discussions, nous nous sommes dits qu'il fallait sans doute aller plus loin qu'un simple journal qui n'était peut-être pas le meilleur moyen de sensibiliser les étudiants du fait de son écho limité, même si celui-ci avait par ailleurs une très bonne réputation dans les milieux de la presse "jeune" particulièrement sur Rennes. Il y a également un autre aspect, lié au journal, qui est qu'une bonne partie des personnes qui

travaillaient autour de Karnach avaient vécu les manifestations de Décembre 1986 de manière totalement isolée. Nous ne nous connaissions pas à l'époque. Il nous avait paru intéressant de voir les jeunes bretons comme les jeunes français "se soulever". Le problème c'est qu'aucune revendication bretonne ne s'est formée pendant le mouvement. Même si c'était un débat de politique française, nous restons persuadés que l'on pouvait parler de la Bretagne, mais ce qu'il manquait c'était des étudiants organisés pour occuper le terrain. Toutes les personnes qui s'étaient regroupées autour de Karnach partageaient ce sentiment. Nous avons donc une sorte de volonté de revanche et surtout la volonté de ne plus jamais laisser passer des occasions comme celle-là. On pourrait donc presque dire, quitte à en faire hurler quelques uns, que nous sommes issus des événements de 1986. La réflexion qui nous a également guidée, c'est que ce sont les étudiants qui sont le mieux placés pour parler aux étudiants parce qu'ils ont une légitimité pour le faire, bien plus que toute autre organisation politique ou parapolitique du mouvement breton. C'est là un principe à répercuter dans toutes les classes de la société bretonne.

Nos revendications sociales sont en rapport avec les difficultés actuelles des universités, nous réclamons plus de moyens, une augmentation des bourses pour les étudiants, leur mensualisation, une amélioration des conditions de vie notamment des logements et des facilités de logement, une amélioration des conditions d'études. Il faut plutôt considérer la question de nos revendications sur le terrain par rapport à la situation de chaque université ou de chaque UFR -Unité de Formation et de Recherche-. Plus globalement, nous réclamons une gestion bretonne des Universités.



Nous revendiquons un Ministère Breton des Universités rattaché au Conseil Régional de Bretagne, dans le cadre des 5 départements bien sûr, qui prenne en charge la gestion à la fois pédagogique et financière des universités bretonnes pour une plus grande efficacité et aussi une meilleure équité vis à vis des universités bretonnes, le taux d'encadrement par étudiant en terme de professeurs était de 10 % inférieur à la moyenne hexagonale quand il était de 5 % supérieur en région parisienne. Il ne s'agit en aucun cas pour nous de critiquer ce que peuvent avoir les universités parisiennes ou françaises et que nous n'avons pas, si elles ont davantage de moyens pour travailler, tant mieux pour elles, mais nous réclamons d'avoir au moins autant de moyens qu'elles et il ne semble pas qu'une équité soit envisageable tant que durera la gestion parisienne des universités, à ce jour les universités parisiennes seront toujours avantagées. J'ajoute que le système tel qu'il fonctionne actuellement par l'entremise des rectorats a tendance à individualiser les relations entre les universités prises individuellement et le ministère français et de ce fait à couper toute concertation et toute vision cohérente de l'aménagement de l'université en Bretagne.



NS : Peux-tu nous préciser les revendications de DAZONT ?

CDV : Nos revendications se font à la fois sur le plan social et sur le plan breton, nous essayons bien sûr de lier les deux. Je pense que Dazont apporte une démarche nouvelle en ce sens où nous voulons défendre des droits individuels en tant que syndicat étudiant breton, ceux de la Bretagne et du peuple breton. C'est une approche que ne peuvent pas avoir les syndicats à structure française. Il y a sans doute là un atout à exploiter.

NS : Peux-tu nous parler de l'origine des débuts de DAZONT ?

CDV : Dazont a été créé au mois de Novembre l'année dernière, je veux dire à partir du moment où nous avons élu un bureau et que nous avons commencé à fonctionner comme toute organisation. Apparaissant existait Unvariezh Studierien Vreizh qui était l'organisation qui avait organisé la mobilisation des étudiants pour l'obtention de diplômes en langue bretonne, notamment la licence et le CAPES. Nous l'avons réactivée l'année dernière pour mobiliser les étudiants de la section celtique essentiellement pour le combat du DEUG de Breton. Parallèlement, nous avons créé à l'initiative d'étudiants d'USV et de quelques autres, un club de réflexion, le Club Emile Masson, qui entendait rassembler plus large qu'USV et dont le but était de réfléchir à l'Université et à la Bretagne avec l'objectif de préparer la création d'un Syndicat étudiant Breton.

NS : Pourquoi un ministère rattaché au Conseil Régional, est-ce que cela répond à une vision régionaliste ?

CDV : Non, cela répond surtout à la réalité des institutions existantes. Nous devons nous montrer le plus réaliste possible vis à vis des personnes auxquelles nous nous adressons et utiliser des références qu'elles comprennent. En ce sens, notre démarche bretonne est essentiellement une démarche de sensibilisation.

Toutefois, lorsque nous réclamons un ministère breton de l'éducation nationale, celui peut se rattacher à n'importe quelle forme de structure institutionnelle que pourrait avoir la Bretagne, je pense que le revendication peut être prise tant par les régionalistes ou les autonomistes que par les indépendantistes.

NS : Précisément comment entend se situer Dazont par rapport à ce type de position, régionaliste, autonomiste ou indépendantiste ?

CDV : Ce qu'il est important pour nous de préciser c'est que nous ne voulons pas être partie prenante dans ce type de débat politique. Nous sommes un syndicat étudiant et nous ne voulons être rattaché à aucune organisation politique, nous devons rester sur notre terrain qui est l'université, nous ne devons pas nous disperser. Nous nous définissons malgré tout comme un syndicat nationaliste breton et il y a dans notre indépendance vis à vis des organisations politiques un facteur de cohérence tant à l'intérieur de Dazont qu'à l'intérieur du mouvement breton dans la mesure où sur le terrain universitaire les adhérents du M.I.B., d'Emgann, de l'U.D.B., POBL ou de la C.R.B. vont pouvoir travailler ensemble au sein de Dazont et y trouver un terrain d'entente. Chacun a donc intérêt à maintenir cette ligne de conduite.

NS : Nous avons évoqué précédemment vos revendications, mais concrètement comment se manifeste votre activité syndicale ?

CDV : Il y a bien sûr le travail de base, c'est à dire des cas individuels à régler lorsque nous sommes saisis soit par un de nos adhérents ou par un étudiant qui a des problèmes avec l'administration universitaire. Sinon, il y a un gros travail de sensibilisation aux thèmes que nous défendons, essentiellement par voie de tract en rapport avec les problèmes universitaires dans leur contexte breton, il nous arrive aussi de tenir des stands. Nous nous présentons aussi aux élections dans les différents conseils d'université. A

Rennes II, nous avons présenté des listes au mois de Novembre dernier pour les élections aux conseils d'U.F.R. Nos listes ont obtenu en moyenne entre 6 et 20 % des suffrages et 2 élus. Nous nous sommes également présentés au mois de Janvier dernier aux élections des 3 conseils d'université de Rennes II (conseil d'administration, conseil des études et de la vie universitaire, conseil scientifique) nous avons réalisé environ 14,5 % des voix et obtenu 5 élus au total. Nous avons également organisé des réunions d'information à Rennes au mois de Décembre avec des étudiants nantais en grève ainsi qu'une petite manifestation de soutien à ceux-ci le lendemain à l'occasion d'une inauguration.

NS : Quelles ont été les réactions à l'Université de Haute Bretagne après l'élection de Gilbert CABON ?

CDV : Je pense qu'elles ont été assez bonnes et que nous avons réussi à susciter un certain courant de sympathie tant chez les professeurs que dans le personnel administratif ou bien sûr chez les étudiants. En l'occurrence, nous avions pris un risque dans la mesure où nous avions clairement annoncé que Gilbert CABON était membre de l'A.R.B. Au bout du compte, les échos que nous avons eu ont été très bons, un certain nombre de personnes nous ont demandé si Gilbert allait être libéré maintenant qu'il était élu.



G. Cabon

NS : Tu parles surtout de RENNES, mais quelle est votre implantation et votre activité en dehors de RENNES ?

CDV : Je parle surtout de RENNES parce que c'est à RENNES que nous sommes les mieux implantés. C'est un peu normal dans la mesure où c'est de RENNES qu'est parti DAZONT. Ceci dit, nous sommes en train de nous implanter un peu partout en Bretagne. Nous avons une section constituée sur BREST, nous sommes en train de nous implanter peu à peu à NANTES. Il y a également dans DAZONT une association de lycéens : l'association des Lycéens Bretons, DAZONT devenant en fait une coordination entre l'Union des Etudiants de Bretagne et l'Association des Lycéens Bretons, nous espérons pourquoi pas y ajouter d'autres organisations œuvrant pour la jeunesse en Bretagne, l'Association des Lycéens Bretons permet notamment d'assurer la relève et de jeter les bases d'une meilleure implantation future en essayant de se développer un peu partout dans les lycées Bretons.

NS : DAZONT ça veut dire futur en Breton, alors quel futur pour DAZONT ?

CDV : C'est une bonne question. Je crois qu'il faut essayer de l'envisager sereinement mais aussi lucidement. On sait que les associations étudiantes et de jeunesse en général ne tiennent que parce qu'elles sont capables de se renouveler. Il y a là un enjeu pour nous. Il nous faut préparer le moment où les personnes qui sont à la tête actuellement ne seront plus des étudiants et se sera un enjeu

constant si nous voulons que DAZONT ne soit pas un feu de paille. Nous devons donc être prudent surtout si l'on se réfère à des expériences passées comme la J.E.B. Il y a au regard de l'histoire et du fonctionnement de l'Emsav un élément positif avec la création de DAZONT et la volonté de jeunes militants de se prendre en charge pour promouvoir le combat breton chez les jeunes et il serait dommage que tout s'achève par manque de prévoyance ou par un mauvais fonctionnement des structures. Combien d'années faudrait-il encore attendre avant de voir se renouveler une tentative identique ? Il faut donc que nous restions vigilants. Il ne faut surtout pas croire que nous avons réussi quelque chose de formidable parce que nous avons créé une organisation de jeunesse qui regroupe quelques dizaines d'adhérents. Nous devons éviter l'autosatisfaction, être conscients de nos faiblesses, nous sommes une jeune organisation et nos structures demandent à être consolidées. Nous devons en même temps entretenir une certaine ambition et une volonté de croissance dans la mesure où nous ne représentons absolument rien par rapport à l'ambition que nous pouvons avoir de réveiller à la fois la conscience des jeunes bretons et leur volonté de se battre pour leur pays. Il nous faudra donc réussir à persévérer sur notre terrain en évitant de nous disperser dans d'autres combats et de servir de main d'œuvre à d'autres organisations. Autrement dit, tout reste à faire.

propos recueillis par STEN

L'AVENIR DE LA Bretagne
B.P. 103 - 22001 SAINT-BRIEG - BREIZH
journal national breton
fédéraliste européen
mensuel

Abonnement annuel :
Bretagne et hexagone : 130 F
hors hexagone : 140 F

L'INDEPENDANCE BRETONNE A ENFIN SON MINITEL !

36 14 CHEZ * MIB

COMMUNICATION

A l'occasion de son dernier Congrès National/Dael Meur à NANTES, le M.I.B. a engagé une réflexion sur le travail effectué les années passées et sur sa perception par le Peuple Breton. Cette analyse a permis de montrer que, bien que développant des analyses de plus en plus cohérentes et crédibles, le discours du M.I.B., malgré l'écho assez favorable qu'il reçoit auprès des Bretons, ne trouve pas sa pleine traduction en ce qui concerne la mobilisation des sympathisants et la progression des adhésions. Face à ce réel problème, mais convaincu que les solutions existent, le M.I.B. a décidé d'opérer un redéploiement de sa stratégie de communication, première étape vers une adéquation totale entre le fond et la forme.

Il est assez clair que le M.I.B. avait pris l'habitude d'être par trop discret et de ne pas se donner réellement les moyens de faire connaître son opinion, tout en ayant un langage qui, négligeant l'aspect émotionnel de la communication, pouvait lasser les non-initiés.

Le M.I.B. a donc décidé de mettre en place une série de moyens propres à améliorer la communication externe de notre organisation :

- * ouverture d'un siège national à NANTES, lieu de formation et de relations publiques,
- * mise en place, dans les locaux de ce siège national, d'un Centre de Documentation et d'Informations Bretonnes (CEDIB), espace ouvert aux autres organisations nationales et/ou nationalistes bretonnes,
- * ouverture de répondeurs minitels (3614 CHEZ*MIB et 3614 CHEZ*CEDIB) permettant une meilleure information et une meilleure réponse à l'attente de nos compatriotes,
- * adoption d'un nouveau logo pour le M.I.B. (1 traversé par un arc en ciel),
- * lancement d'une campagne d'affichage reprenant le thème du nouveau poster du M.I.B.,
- * redéfinition de la revue de notre organisation dont le titre sera désormais "indépendances - nac'h sentiñ" avec modification progressive de la présentation.



Coop Breizh

Librairie BREIZH

Tout ouvrage sur l'histoire de la Bretagne et des Pays Celtiques également disponibles dans les libraireries de musique

17, rue de Penhoel - Rennes (près de la place Ste Anne)
Tél. 99 79 01 87

Sont en outre à l'étude la production d'un badge métal, de T-shirts, de plaquettes de base, d'une plateforme politique attractive.

Certes, ce redéploiement ne saurait être plus important que l'amélioration constante des analyses économico-politiques, mais il représente un vecteur obligatoire pour tout renforcement du projet indépendantiste breton. Gageons que nos compatriotes lui réserveront l'accueil qu'il mérite.

MIB nac'h sentiñ

"AR BED KELTIK"

- 2 rue Gradlon - 29000 QUIMPER - tél: 99 85 42 82
- Boulevard Clémenceau - 29200 BREST - tél: 99 44 05 38
- 50 rue du Port - 56100 LORIENT - tél: 97 21 71 16

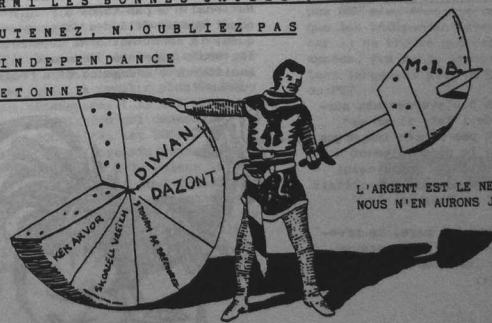
Ar bed Keltiek

TOUS LES LIVRES SUR LA BRETAGNE, L'IRLANDE, L'ECOSSE, ETC... DISQUES CELTIQUES

Les aventures de Hagar Dunor



Parmi les bonnes causes que vous soutenez, n'oubliez pas l'indépendance Bretonne





ARSPIER

Impatient :

MANDELA est à peine libéré, que les affaires avec l'Afrique du Sud reprennent ! (Ont-elles jamais cessé ?) Ce n'est pas seulement là la conclusion de Thatcher mais également celle de ROCARD. Voici ce qu'il déclarait le lendemain même de la libération du leader historique de l'ANC : "Il est clair qu'un pays qui reconnaît chez lui le multipartisme, abandonne un système d'oppression est un pays engagé dans le droit commun des nations démocratiques avec lesquelles il faut avoir des relations normales".

C'est également ce que pensent tous ceux qui ne voient dans l'apartheid qu'une restriction de la démocratie et qui pensent que le seul fait de voter mettra fin à l'exploitation économique des noirs d'Afrique du Sud.



Un exemple à suivre :

Parmi les bouleversements survenus dans les Pays de l'Est, il en est une série qui ne sont pas passés inaperçus. La R.D.A. a entrepris le démantèlement de la STASI (police politique), après celui du STB (Tchécoslovaquie), alors que c'était chose faite peu avant en Hongrie.

Dans ce dernier pays, la presse occidentale - en particulier française - a dénoncé le fait que les écoutes téléphoniques n'ont pas cessé.

Va-t-on révéler également que ce flicage du téléphone a toujours existé contre les indépendantistes (et autres) ? Le premier scoop des Journalistes français sera de découvrir que la dissolution de la DST soit à l'ordre du jour en Conseil des Ministres...

Convergences :

Le maire PS de Saint Nazaire, Joël BATTEUX (tendance "Socialisme et République" de CHEVENEMENT ex CERES) a récemment pris position en faveur de l'interdiction du voile islamique dans les écoles.

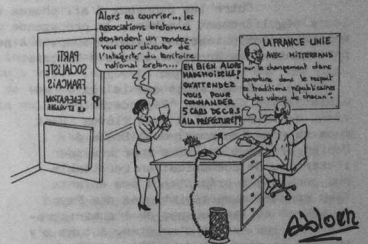
Evidemment, la dimension sociologique du "tchador" (oppression de la femme) lui passe totalement inaperçue, il ne s'agit pour lui que de défendre les principes de laïcité de l'école de la république (française) ainsi que l'identité "nationale" de la France.

La section locale du Front National n'a pas tardé à réagir en expliquant que au-delà des divergences politiques, le Front National sait reconnaître les vrais patriotes français. Allons-nous assister à l'émergence d'un programme commun ?



Roazhon I :

La discussion du budget au Conseil Municipal de RENNES, ça valait bien une petite visite. Surtout après les 30 millions de déficit de la maison de la Culture. Ça fait au moins un siècle de budget pour la culture bretonne ça ?! C'est ce que c'est dit une bonne dizaine de militants bretons de toutes tendances. Résultat, à peine entamés les premiers slogans, 2 cars et 3 bagnoles de flics à la porte de la Mairie, pour veiller au grain, on ne sait jamais. Edmond HERVE, grandissime maire de RENNES devant l'éternel aurait-il les chocottes à ce point ? A moins qu'après scola ou le métro ça ne soit là tout simplement une manifestation supplémentaire de sa folie des grandeurs !?



Roazhon II :

Un tronçon de route à quatre voies tout neuf entre la sortie et l'aéroport de Saint Jacques près de RENNES. Décidé et construit en à peine 8 mois. Nouvelle avancée fulgurante du plan routier breton ? Voilà pourtant un axe qui n'était pas inscrit au programme et dont les deux voies précédentes suffisaient amplement à un trafic modeste. Enfin il est vrai qu'un congrès du PS vaut bien quelques parures. L'axe central peut bien attendre.

Roazhon III :

Favorisés les agents rescenseurs rennais : alors que leurs collègues partout en Bretagne seront payés 2,50 F par bulletin rempli, ils toucheront 4,50 F pour le même travail. Faut-il y voir un reflet très social de la politique socialiste de la municipalité rennaise... ou une incitation à remplir plus de bulletins que nécessaires ! Il est vrai qu'avec une population qui dépassait d'un peu plus de 300 unités les 200.000 habitants en 82, les dirigeants rennais craignent d'avoir franchi à la baisse le cap fatidique, ce qui aurait pour conséquence une diminution importante du montant de la dotation globale de fonctionnement attribuée par l'Etat Français à la ville de RENNES. Quand on vous dit qu'il a les boules Edmond !

PCF, avant-garde révolutionnaire :

Au cours de notre échange de presse avec les indépendantistes Corses de "A Chjama", nous avons pu lire que selon le PCF (Fédération de Corse du Sud) "la lutte des nationalistes (Corses) n'a strictement rien de comparable avec celle des Palestiniens (800 morts en deux ans dans les territoires occupés) et ne peut donc être classée dans le même panier".

"A Chjama" conclut que "selon le PCF c'est le nombre de morts qui détermine la justesse d'une chose".

Nous ajouterons que dans ce cas, ces bureaucrates du PCF ne peuvent pas non plus être mis dans le même panier que les indépendantistes Corses ou Bretons car il se trouve que depuis de nombreuses années, les rangs indépendantistes comptent largement plus de martyrs que ceux du PCF.



Ce sont précisément ces lycéens qui en partie, sont la cible de cette propagande. Nous avons volontairement isolé l'un des résultats de la mini-enquête mentionnée ci-dessus. Celle-ci a confirmé une fois de plus l'ignorance profonde des lycéens vis à vis de l'histoire non seulement de la Bretagne mais tout simplement du Pays Nantais. La Duchesse Anne dispose de l'avantage d'avoir donné son nom à un arrêt de tramway. Tout au plus leur a-t-on appris -comme à leurs aînés- que la "Duchesse Anne en se mariant a donné la Bretagne à la France" (la fameuse tarte à la crème équivalente à "nos ancêtres les Gaulois"). Un personnage aussi fondamental dans l'histoire de leur pays tel que Alan BARVEK (Alain BARBETORTE -pour ne citer que lui) est totalement inconnu des lycéens nantais. Ne les en rendons pas responsables. Dans les programmes scolaires il n'y a pas de place pour un enseignement objectif de l'histoire du Pays Nantais et par conséquent de la Bretagne toute entière.

Cependant, on ne dira jamais assez que le combat que nous devons mener pour soustraire les lycéens (ainsi que les autres Nantais) de la contamination de la propagande des "Pays de Loire" est tronqué d'avance. D'une part, nous n'avons pas à notre disposition les sommes colossales que l'état français et la région des Pays de Loire extorque par le biais des impôts ou autres rackets institutionnalisés. Par ailleurs, notre avantage fondamental est que les "Pays de Loire" sont totalement incapables de proposer une identité culturelle stable et cohérente aux lycéens (collégiens et autres) du Pays Nantais, même au prix des falsifications les plus outrancières. En revanche, la Bretagne qui est une communauté humaine peut leur apporter cette stabilité culturelle qu'ils contribueront à faire évoluer. Cette restitution ne peut être que l'oeuvre du Mouvement National. Dans ce travail, le Mouvement Indépendantiste -encore une fois- n'est pas seul. L'A.L.B. (Association des Lycéens de Bretagne - section lycéenne de DAZONT) sera amenée dans les prochaines années à devenir l'un des principaux instruments qui permettra de rendre la jeunesse du Pays Nantais, ce que le clan GUICHARD cherche aujourd'hui à lui voler.

Le sondage d'un prof de Nantes
La région, cette inconnue... *Chaparro*

En préparant un exposé sur la région bretonne, j'ai découvert, à ma surprise, que les lycéens de Nantes ne connaissent pas leur région. Voici les résultats de mon sondage.

1. La région bretonne
 - Où se situe-t-elle ?
 - Quelles sont ses limites ?
 - Quelles sont ses caractéristiques ?

2. L'histoire
 - Quelles sont les grandes dates de l'histoire de la région ?
 - Quelles sont les grandes batailles ?
 - Quelles sont les grandes figures ?

3. L'économie
 - Quelles sont les principales activités ?
 - Quelles sont les principales entreprises ?
 - Quelles sont les principales ressources ?

4. La culture
 - Quelles sont les principales traditions ?
 - Quelles sont les principales fêtes ?
 - Quelles sont les principales langues ?

5. Le patrimoine
 - Quelles sont les principales villes ?
 - Quelles sont les principales monuments ?
 - Quelles sont les principales paysages ?

6. Le présent
 - Quelles sont les principales problèmes ?
 - Quelles sont les principales solutions ?
 - Quelles sont les principales perspectives ?

7. Conclusion
 - Quelles sont les principales conclusions ?
 - Quelles sont les principales recommandations ?

Thierry GALLI

AB LOEN



GWIN BREIZH
MUSCADET
 gros plant - gamay
 vin de table

pour tout renseignement sur les conditions de dépôt, contactez :

A. CORAID
 moulin Ste Catherine
 44430 LA BERNARDIÈRE
 Tél. : 40 33 72 41

PEUGEOT OU LA FOIRE AUX ESCLAVES

Pour un peu, on se serait cru revenu au XIXe siècle...

A la fin 1989, pour rattraper le retard occasionné par 7 semaines de grève (50.000 véhicules perdus), PEUGEOT a fait appel à de jeunes intérimaires par cars entiers de Bretagne et du Nord de la France.

Jacques CALVET, patron de PEUGEOT n'aura pas eu à puiser dans des bénéfices ronds (8,9 milliards en 1988) pour rémunérer ces ouvriers, qui pour la plupart n'ont pas 20 ans. Recrutés par cars entiers de Bretagne (Brest, Quimper, Lorient, Nantes, Saint Nazaire), ils ont été hébergés dans un ancien foyer d'immigrés, dépourvu d'eau chaude mais pas de garde-chiourmes.



Les nouveaux immigrés

Tout cela pour travailler six jours sur sept pour un salaire de 6.000 F net par mois à SOCHAUX. Ceux qui acceptent de travailler le week-end entier touchent une prime de 12 F. Sans doute pour payer le téléphone et les timbres. Une dizaine de ces intérimaires bretons sont repartis en Bretagne dès le lendemain écoeurés par les conditions de travail.


Pour l'économie capitaliste, rien n'est plus avantageux que disposer d'une ressource de main d'oeuvre dans laquelle on peut puiser à volonté en fonction des fluctuations du marché.

La Bretagne a longtemps constitué ce puits sans fond (siècle dernier jusqu'à années 60) avant que les Maghrébins principalement ne viennent prendre le relais.

Cette histoire peut sembler anachronique. Elle doit au moins s'ajouter à nos expériences personnelles ou celles de notre entourage pour nous rappeler que si la situation économique en Bretagne est bonne, les conditions socio-politiques ne sont pas réunies pour que leurs acteurs en profitent.

Gwerfole BLOUIN

photo video
GWENED



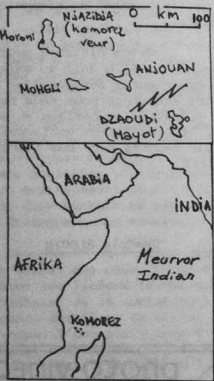
PUBLICITE - INDUSTRIE - PORTRAIT
 MARIAGE - MODE - RUE AERIENNE
 REPORTAGE - LABORATOIRE
 COULEUR - PHOTOLOGIE - EDITION

SARL ESKALIBUR
 - 29, rue de la Fontaine - 56000 VANNES -

TELEPHONE : 97 42 74 29 (lignes groupées)
 TELECOPIE : 97 54 28 37
 - TELEX : 951 015 P

INIZI KOMOREZ: BRO C'HALL C'HOAZH

E dibenn ar bloaz 1989 (mizioù Du ha Kerzu) e c'hoarvezas ur roll darvoudoù war Enezeg Komorez. Ar gelaouennoù gall o deus kontet anezho deiz goude deiz evel ur romant-skinwel. Tu'zo komprenn perak kalz nebeut anezho o deus klasket diskouez e donder petra eo Enezeg Komorez evit an impalaerezh c'hall. Setu ar pezh emañ o vont d'ober amañ.



Da gentañ oll, pa vez lavaret "inizi komorez" gant ar gouarnamant pe ar gelaouennoù gall, ne gomzent nemet eus ur rann anezho nemetken. Adalek ar bloaz 1975 emañ disrannet an Enezeg Komorez a oa betek henn un "T.O.M." ar republik c'hall. D'ar c'houlz-se e teue teir enezenn (Njazidja, Moheli hag Anjouan) da vezañ ur stad distag, gant ar prezidant Ahmed Abdallah en he fenn. E-keit-se e chome Dzaoudi (Mayotte e galleg) un TOM ar republik c'hall, goude ur referendom. Peb bloaz e vez embannet en Dael Meur an A.V.U. e perc'henn Dzaoudi/Mayotte d'an inizi komorez (e 1982, 110 stad a votas evit distro Dzaoudi/Mayotte d'an inizi Komorez, 1 vousezh a enep... hini Bro C'Hall, 22 stad hep votiñ).



Ahmed Abdallah

E bloavezioù kentañ, ar stad gomorian e oa klasket kas da benn un dispac'h demokratel, Ali Soilih o vezañ er galloud, goude ma voe diskaret Ahmed Abdallah gant ur C'Huzul Broadel an Dispac'h. E peb geriadenn, ar vagadoù an dispac'h (kelenndidi o kemer ur perzh bras enno) a stourme evit kas da get ar pezh a chome eus an drevadennezh (skarzhañ kuit ar gargidi "sold out", da skouer) hag eus ar reizhiad gladdalc'hel a oa chomet difreuzh gant ar c'hallaoued : diskaret an hidjeb (gouel islamat evit ar merc'hed), izelaet an oad evit votiñ, hag all...

Emichañs e vefe disteriek livañ re vrav an emsav mañ, met arvarus e oa awalc'h evit ar Stad C'Hall. Da vihanmañ he deus lezet BOB DENARD hag e re diskar Ali Soilih (a zo lazhet) e 1978, kemer Kontrol an deir enezenn hag azezañ en dro an diktatour Ahmed Abdallah, prezidant ar Republik Gevredad Islamat an Inizi Komorez.

Pouezh "stratejiek" an Enezeg a dalvez ar poan. Emañ e penn Kanol Mozambik, a zo hent evit kalz a vatimanchoù eoul-mañ. Setu perak emañ peget Bro

C'Hall ouzh an enezeg. Etreskoazell a vez alies etre an impalaerourien met kenvezezh a zo ivez etrezo. Bro C'Hall a zo hini gentañ ar broioù pinvidik o terc'hel ar gomorez en "assistanat". 50 % ar GDP a zo savet gant strolladoù ar stadoù impalaerelour. E lec'h all ez eus stag ouzh an Inizi Komorez merkoù ar broioù an Trede Bed. Da skouer, an ijinerezh a gont evit 5 % ar GDP nemetken hag ar GDP dre annezad (300 \$ e 1982) a zo heñvel ouzh hini meur a vroioù Afrika. Ar pouezusañ evit ar broioù pinvidik a zo e chome sioul an enezeg. Evito e 1989 eo aet rogoni un den betek re.

Marteze eo bet lazhet ar prezidant Ahmed Abdallah gant dorn Bob Denard e-unan e-kerzh argad palez Moroni e-pad noz 26-27 a viz Du. Ar galloud en e bezh a oa aet eta e daouarn Bob Denard, un ex koronal an arme c'hall e penn ar "garde présidentielle", da lavarout eo 300 den dindan urzhioù un 30 bennak a c'hoprosoudard c'hall ha belgian, al lod brasañ anezho.



Div zevvezh warlec'h e oa dizar-met an arme stad ("forces armées comoriennes", 500 soudard), hag e teue gwaskerezh war heul diskuliadegoù savet gant ar yaou-ankizoù evit ma yafe kuit ar c'hoprosoudard. Gant aon ma kreske un emsav boblel divizet e voe gant Bro C'Hall hag Afrika ar Su mont e barzh ar jeu. Da gentañ oll e voe kemennet gant ar div stad-se e oa echuet gant pouezezh arc'hant d'ar "c'h-garde présidentielle" (Afrika ar Su, peur vrasañ ha d'an armerzh (Bro C'Hall, dreist oll). Ur c'houdrouz re wan an hini e oa evit lakaat Bob Denard da zamgeal.

Evel boas e voe war zigarez "difenn surentez he c'heodediz" (e giz e Lebanon, da skouer) e roas Bro C'Hall - a du gant Afrika ar Su - urzhioù d'hec'h armeoù evit ma vefent prest da aloubiñ an deir enezenn. Gwirionekaet eo bet a-hed 19 devedezh an "enkadenn" emañ an enezeg ha kornad ar bed mañ dindan kontrol ar stad C'Hall hag hec'h arme. Ouzhpenn an oll-vrudet "Legion étrangère" (150 den) ha peder askell dro "Puma" e Mayotte/Dzaoudi, e Enez ar Reunion (1500 km ac'hano) e oa war aged daou rejimant harzlammerien, un dornad kirri-nij "transall" hag ur rann kommodoù mor. Pevar lestr brezel ivez a oa bet kaset e donvor an enezeg. Ouzhpenn-se, ne-pell emañ ivez Djibouti, dindan dalc'h an arme c'hall. O tisplegañ he beli evel-se emichañs e klasas ar stad c'hall diskouez d'he c'heodediz o labourat eviti en estrenvro e vint difennet forzh petra c'hoarvezo.

Emichañs ne oa ket Bob Denard evit klask an emgann gant an arme c'hall Da vuiañ e felle dezhañ lakaat ur priz uhel evit ma yafe kuit. Ar pal se a zo bet tizhet gantañ : aet eo kuit da gander'hel e vuhez goprosoudard - goude "labouret" e kreiz-amerika, aozet an deus un taol-stad e Bro Venin e 1977, da skouer - e lec'hioù all, d'ar 15 a viz Du o lezel plas da 200 soudard gall. Echu an abadenñ eme ar gelaouennoù gall. Emañ ur gouarnamant a zo heñvel ouzh an "demokratelezh" mod bro c'hall. Mitterrand a yelo eno e miz Mezheven.

GDP : *Produit National Brut*, rogoni : *arrogance*, goprosoudard : *mercenaire*, gwaskerezh : *répression*, diskuliadeg : *manifestation*, pouezezh : *fournir*, gourdroz : *menace*, danggeal : *hésiter*, evel boas : *comme d'habitude*, keoded : *citoyen*, Lebanon : *Liban*, gwirionekaet : *vérifier*, enkadenn : *crise*, askell-dro : *hélicoptère*, harzhammer : *parachutiste*, beli : *pouissance*

E pad ma oa Ahmed Abdallah o lakaat dispart an enezeg kiriek evit peb kudenn an deir enezenn, e ziktatouriezh a oa ur skoilh evit an irredentistourien araogelour Dzaoudi a striv evit an Inizi Komorez unvanet a enep d'an impalaerelezh

c'hall. Ar skeul-mañ a zo dav evit ma tiourofe ar vro wat dachenn an armerzh o vezañ ingalet reizh ar binvidigezh peogwir evel ma lavare Ahmed Abdallah " ne c'hell ket kerzhout un ejen war dri bay nemetken". Evel an Iwerzhoniz, ni Breizhiz a gompren ster ar frazenn mañ.

Nebavenn

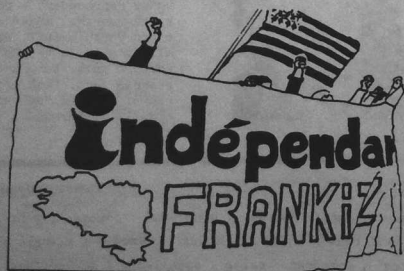
dispart : partition, araogelour : progressiste, diorreiñ : développer, ejen : boeuf, pav : patte.

Résumé :

A la fin de l'année 1989, l'assassinat du président de la république des Comores et la prise de contrôle du pays par le mercenaire français Bob DENARD a provoqué un certain nombre d'événements rocambolesques et un déploiement militaire français (en coopération avec l'Afrique du Sud) autour de cet archipel dont l'intérêt stratégique est certain.

La France, en occupant directement l'île de Mayotte, étend sa domination impérialiste sur l'archipel entier.

"il n'est de meilleur esclave que celui qui veut l'être... pour nous, la résistance est un devoir"



Abloen

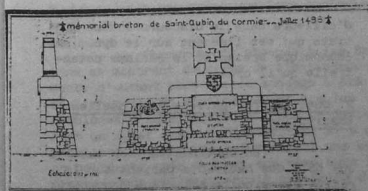
RAFIG TULLOU, DERNIER SALUT

Le 23 Janvier 1990, de nombreux amis et militants bretons accompagnaient à sa dernière demeure le corps de Rafig TULLOU, patriote breton, sculpteur et graveur, Grand Druide NEVEN LLYWARCH fondateur de la Kredenn Keltieg, fondateur du KOUN BREIZH (souvenir breton), dernier secrétaire de l'école bretonne d'Art Moderne : AR SEIZ BREUR. Le Gwenn ha Du flottait aussi haut que le permettait la tempête. L'assemblée entonna le Bro Gozh pour le dernier parcours.



Si la personnalité du disparu a pu quelquefois dérouter ceux qui le fréquentèrent, si sa conception très personnelle de la mise en oeuvre de l'antique sagesse celtique a pu hérisser certaines sensibilités, si sa vision trop "légitimiste" d'un éventuel dirigeant des destinées bretonnes a pu l'amener à s'entourer d'individus n'ayant que de lointains rapports avec l'EMSAV, s'il avait une optique quelque peu passéiste de la politique bretonne, ce ne sont là que des erreurs humaines, commises par un Breton sincère, au nationalisme toujours intact, et paradoxalement aussi naïf que madré.

Rafig TULLOU a toujours porté très haut l'image idéale qu'il se faisait de la Bretagne. Et il a mis son art, son talent, sa vie, au service de cette vision. Nous lui devons, comment l'oublier, la statue de NOMINOE à Bain-sur-Oust, et le très récent monument commémoratif de Saint Aubin du Cormier, inauguré en sa présence en 1988.



Nous lui devons aussi le KOUN BREIZH, association dont la vocation est d'entretenir la mémoire collective des Bretons, pour les faits touchant leur histoire.

Les démarches, les sacrifices consentis par Rafig payant de sa personne, et souvent de ses deniers, pour obtenir l'apposition de plaques commémoratives, ou l'érection de monuments, ont permis que l'on se souvienne, entre autres, à NANTES, de POKKALEK, Place du Bouffay, ou du musicien Paul LAMIRAULT, Druide, Seiz Breur et nationaliste Nantais... Ces démarches s'appuyaient sur son incomparable connaissance de l'Histoire de Bretagne, connaissance qu'il affinait sans cesse.

Jamais Rafig ne se considéra comme "démobilisé" par rapport au mouvement breton.

Cette leçon est celle que nous devons tous retenir.

PROC'H D'AN ANAON.

MAMM GOUN

LES LECONS D'UN SONDAGE

A la fin 1989, "l'Observatoire Interrégional du Politique" (OIP, organisme commun au CNRS -Centre National de la Recherche Scientifique- et à l'Institut d'Etudes Politiques) a réalisé un sondage d'opinion en Bretagne sur un échantillon représentatif de 700 personnes.

Bien sûr, ce sondage n'a concerné que les 4 départements de la Bretagne du Nord. Par conséquent, à la marge d'erreur de tout sondage, nous devons ajouter que celui-ci est tronqué car il ne peut encore moins être jugé représentatif de la population bretonne, il en va de même de notre territoire. En outre, ce sondage étant commandé par des institutions françaises, on a du mal à imaginer qu'il ait pu s'intéresser à certaines questions importantes pour la Bretagne, mais qui sont totalement inconcevables pour un fonctionnaire français.

Cependant, malgré toutes les réserves et la circonspection qu'il nous inspire, nous ne pouvons pas ignorer ce sondage, de même que nous ne pouvons pas rester indifférent face à toute manifestation des sentiments et des aspirations du peuple Breton, si minime soit-elle. En fait, ce sondage nous confirme dans certaines de nos connaissances.

1. Le sentiment de l'identité demeure complexe

L'argument-massue que nous asseyons souvent nos détracteurs est que "la majorité des Bretons se sentent français" ou encore que "la majorité des Bretons se sentent français d'abord". Cela n'est pas entièrement faux ; c'est d'ailleurs un fait que ce sondage tend à confirmer. Cependant, l'attitude de nos compatriotes face à cette question est révélatrice : dans la conscience collective bretonne, Bretagne et France sont perçues comme deux éléments antagoniques et difficilement conciliables, phénomène étranger à un français du Berry ou de Bourgogne.

En effet, l'OIP rapporte que les Bretons de la région administrative s'identifient moins à la France que les habitants des autres régions administratives (B4 : 24 % ; reste RF : 38 %).

En contrepartie, les Bretons de B4 se reconnaissent plus dans leur région administrative que la moyenne hexagonale : 19 % contre 11 %. Mais encore une fois, ces résultats sont tronqués du fait de la non-participation du Pays Nantais. Que signifie "identifier à la Bretagne" dans l'idée des organisateurs de ce sondage ? Vraisemblablement, il ne s'agit pas de se reconnaître dans une communauté humaine, mais d'avantage s'identifier à une structure administrative, similairement au sentiment d'appartenance à la France. C'est dans ce fait de plaquer des critères français sur la réalité bretonne que réside l'ambiguïté majeure de ce sondage.

C'est également ces phénomènes qui peuvent expliquer pour une bonne part que 40 % des Bretons de B4 déclarent avant tout appartenir à leur commune. Il est en effet possible d'analyser cette attitude comme un repli sur un pôle d'identité qui lui est totalement clair et sans ambiguïté.

Par ailleurs, on peut noter le regain de confiance dans le potentiel de la Bretagne. En effet, 52 % des habitants de B4 considèrent que la Bretagne est plutôt riche (contre un tiers plutôt pauvre).

Cette tendance se retrouve d'ailleurs dans le discours indépendantiste qui met l'accent sur le dynamisme économique Breton et la réclame potentielle qu'il crée

2. Quelles prérogatives pour quelles institutions ?

En continuation, on observe que 65 % des habitants parient sur la région comme unité politique d'avenir ; ils souhaitent en effet que ses compétences soient élargies à l'environnement,

l'urbanisme, aux sports et aux loisirs, aux hôpitaux, maisons de retraite.

Encore quelques années et s'ajouteront à la liste la défense, la diplomatie et la gestion des impôts.

A noter aussi, et cela intéressera nos compatriotes du syndicat étudiant DAZONT, qui avancent cette revendication, que 40 % des sondés sont favorables à la gestion de l'Université par l'instance régionale. Ceci montre une réelle préoccupation des Bretons en ce qui concerne l'avenir de leur enseignement supérieur, ainsi qu'une grande défiance vis à vis de l'état français dans ce domaine.

Le département, en tant qu'institution d'avenir, ne tente que 22 % des personnes interrogées. Il est vrai, qu'outre le fait que les départements bretons ne correspondent que rarement à des réalités socio-économiques et historiques, cette unité administrative n'a que peu de sens pour un peuple qui aspire à plus de cohésion.

Seulement 24 % de ces Bretons se sentent citoyens européens ce qui peut paraître surprenant pour un pays comme la Bretagne qui est traditionnellement ouvert sur ses proches voisins. Il est vrai qu'il faudrait une bonne dose d'illogisme pour se sentir citoyen européen alors que l'on n'est pas encore citoyen breton et que l'on ne se reconnaît pas comme citoyen français ! Sans doute faut-il voir là, non un refus de l'Europe, mais un refus de la CEE telle qu'elle est pensée et conçue par des états niveleurs. Qu'on règle les questions nationales en Europe et qu'on fasse de la CEE une réelle communauté, alors les Bretons seront-ils, peut-être, plus enclins à se sentir européens.

3. La poussée des préoccupations écologiques

Comme on s'y attendait les Bretons se montrent soucieux de l'environnement, d'autant plus que ce sondage a été réalisé quelques semaines avant que les problèmes d'insalubrité de l'eau ne deviennent un sujet à la une des médias. 77 % des personnes interrogées refuseraient une usine polluante près de chez eux même sous la promesse que celle-ci serait créatrice d'emploi. En outre, les problèmes importants tels que la pollution de l'eau, l'abandon



la pollution de l'eau en Bretagne

des terres qui mène à la désertification des campagnes et au manque d'entretien des terres, amènent les Bretons de B4 à déclarer prioritaire l'aménagement rural pour 65 % (aménagement urbain : 22 %).

Les écologistes sont-ils les mieux placés pour répondre à cette attente ? Nous ne le pensons pas. Nous le savons, la volonté politique nécessaire pour mettre en oeuvre un aménagement rural réel conciliant nos intérêts écologiques et économiques ne tombera pas du ciel ; elle ne peut sourdre que d'un projet de société en rupture avec le système qui a permis cette dégradation. Or les Verts français ne présentent pas cette garantie jusqu'à présent. On a pu observer jusqu'à maintenant que les fruits de leurs efforts tournent à terme à l'avantage du parti socialiste français. On en connaît les conséquences. Nous pourrions éviter celles-ci à l'avenir si nous, indépendantistes, nous continuons à approfondir et à diffuser avec le reste de l'Emsav nos analyses et si nous sommes capables de proposer des solutions à la hauteur de cet enjeu.

En conclusion, on notera que, bien que ne portant que sur une fraction de la Bretagne, ce sondage dévoile une certaine tendance des Bretons à ne compter que sur eux pour un développement qu'ils jugent, pour l'instant, favorable. De là à prédire une montée du sentiment national Breton et de la volonté d'indépendance, il n'y a qu'un pas que ceux qui ne se voient pas la face par peur des réalités n'hésiteront pas à faire.

L'Indépendance est donc un projet qui, pour peu qu'il soit clairement et intelligemment présenté à nos compatriotes, peut s'appuyer sur un sentiment national solide et en pleine progression et sur des bases socio-économiques réelles. Comme les Catalans, les Bretons, et parmi eux les indépendantistes, seront-ils assez lucides pour en tirer rapidement les conclusions qui s'imposent d'elles-mêmes ?

G.B./M.K.



BREVES

• Droits de l'Homme : la France condamnée

La Commission Européenne des Droits de l'Homme a condamné l'Etat Français à verser des dommages et intérêts à Felice TOMASI, militant nationaliste corse, victime de mauvais traitements, tortures, emprisonnement sans procès pendant 5 ans, avant d'être acquitté pour non-lieu, après avoir mené plusieurs grèves de la faim.

Après sa condamnation pour écoutes téléphoniques peu orthodoxes, la France est décidément mal perçue par ses collègues européens.

• KATYN oui - GERNIKA non

Le gouvernement soviétique a officiellement reconnu le 13 Avril que le massacre de milliers d'officiers de l'armée polonaise à KATYN (Pologne) en 1940 avait été réalisé par le NKVD.

Un exemple à suivre pour le gouvernement espagnol du PSOE qui n'a toujours pas reconnu la responsabilité de l'Espagne dans le bombardement du village basque de GERNIKA en 1937. Le PSOE refuse d'ouvrir les archives espagnoles tant que les allemands n'auront pas reconnu leur responsabilité historique. En conséquence, la version officielle espagnole est toujours que ce sont les Basques eux-mêmes qui ont mis le feu à leurs propres maisons.

DIWAN

Alors que les socialistes du Finistère demandent la reprise des négociations, et que M. Georges LOMBARD affirme que "dans ce dossier DIWAN, ce qui est en cause, c'est la dignité de la Bretagne", opinion semble-t-il partagée par Y. BOURGES, une réunion au sommet est prévue le 27 juin à Paris, réunion qui devrait rassembler à la même table messieurs JOSPIN, LE PENSEC, COZAN, MIOSSSEC, et peut-être DIWAN et M. LANDRAIN.

En attendant, rendez-vous nombreux à la manifestation prévue le 9 juin, à 15 h. à LANDERNEAU.

TAURILLONS

Les éleveurs de taurillons bretons grognent. La raison ? Certains abattoirs bretons ne tournent qu'avec des bêtes venant des pays de l'Est. Pendant ce temps là, les cours chutent et les paysans bretons sont de plus en plus roulés dans la farine.



NOTES DE LECTURE * EUSKADI

Depuis quelques mois, le M.I.B. propose en vente le livre "Euskadi - Le reniement du PSOE" paru aux Editions Txalaparta. Nous avons décidé d'en faire ici une présentation car nous en conseillons la lecture à nos sympathisants et lecteurs.

Ce livre est tout d'abord intéressant par son concept : il consiste à prendre un peu de recul avec l'actualité (chose que ne peut que difficilement faire un journal ou une revue) pour traiter un problème en profondeur. La rédaction de cet ouvrage est collective : chaque aspect de la problématique constitue un chapitre dont la réalisation a été confiée à un auteur différent. C'est ainsi qu'au milieu de noms connus de la mouvance abertzale. Le premier chapitre "Le PSOE devant le problème national basque" n'apprendra pas grand chose au militant indépendantiste ou nationaliste breton qui suit depuis longtemps la situation basque avec attention. Cependant, cet exposé présente l'évolution du PSOE, favorable au moins en parole au droit à l'autodétermination durant la fin du régime franquiste, en un parti de gouvernement qui mène la politique actuelle de répression et d'oppression sauvage contre le Peuple Basque. Un aspect de ce point est développé dans le deuxième chapitre consacré à l'état policier, par exemple à travers le GAL, qui n'est pas un dérapage contrôlé mais l'organe d'extermination parfaitement cohérent avec la globalité du plan "ZEN".

Les chapitres suivants replacent le PSOE dans son contexte, celui de l'ensemble de l'état espagnol. Les éléments ne manquent pas pour que le "Parti Socialiste Ouvrier Espagnol" apparaisse clairement comme un parti fondamentalement hostile à la classe ouvrière, inféodé à l'oligarchie bancaire, ecclésiastique et militaire, partenaire de l'impérialisme occidental. A ce sujet, le PSOE est l'artisan de l'intégration de l'Espagne à l'OTAN, et, à travers les liens historiques de l'Espagne avec le monde arabe et l'Amérique latine, a joué un rôle particulier en ce qui concerne les agressions contre le Nicaragua et le Sahara Occidental.

Le dernier chapitre commente la mutation d'un parti basé, aux débuts des années 70, sur une interprétation marxisante de l'Histoire vers un parti bourgeois, anti-ouvrier, impérialiste, ayant même des

attirances fascistes - "il n'est pas correct de dire que le régime de Franco ait été vraiment totalitaire" dicit F. GONZALES, à la fin 1989 - on peut évidemment prolonger sans cesse ce constat. Globalement, ce que l'Histoire retiendra et ce qui nous intéresse, nous bretons, c'est que le PSOE est le parti dont le rôle aura été d'intégrer l'état espagnol à la CEE tout en faisant payer le prix de cette intégration et de la crise internationale du capitalisme aux classes les plus défavorisées et en tentant de liquider les contradictions internes de son état : luttes de libération nationales, revendications ouvrières et paysannes. Par leur image et leur idéologie, les partis dits de droite sont incapables à réaliser ces transformations, ce dont se charge le PSOE. Parti bourgeois social-démocrate, il ressemble en cela beaucoup à son homologue français.



Bref, voici un aperçu des nombreuses raisons de lire et étudier ce livre, sans pour autant renoncer à une approche critique, notamment en ce qui concerne l'emploi de certains termes ambigus que nous, indépendantistes bretons, rejettons (centralisme, nationalité,...) ainsi que vis à vis de certaines visions de la politique internationale. Ce livre doit ainsi contribuer à ce que les nationalistes bretons enterrent leurs dernières illusions sur la sociale-démocratie des états impérialistes.

AR LOREN

* LES BRETONS ET LEURS LIBERTES

Plus qu'un essai, c'est un travail de "pro" où la fluidité naturelle du style met en valeur la rigueur du raisonnement. Une dialectique politique très serrée, servie par une excellente documentation.

La naissance et la montée de la lutte des Ordres, qui deviendra la lutte des Classes, y est analysée de façon convaincante. Idem, la naissance et la montée de l'état centralisé, de plus en plus oppresseur et impérialiste, pour justifier sa "mission" libératrice. L'impossibilité du dialogue entre les différents ordres sociaux explique qu'en défendant souvent les mêmes valeurs (libertés collectives de la Bretagne), ils ne peuvent s'unir en un combat commun, et c'est la Bretagne entière qui se verra ainsi confisquer sa souveraineté et ses libertés fondamentales par un état représentant prétendument un peuple qui, de mémoire d'historien, ne sut jamais que se soumettre.

A noter cependant le manichéisme de l'auteur : il y a les bons et les méchants, les bons étant rangés sur l'étagère de Gauche et les méchants sur celle de Droite. Heureusement, quand tout semblait perdu, ZORRO est arrivé. ZORRO, c'est l'U.D.B. (p. 198, EMGANN et le MIB sont cités à la fin du deuxième paragraphe et en neuf lettres ! Merci pour la pub gratuite...).

A noter aussi quelques aspects étonnants (sinon détonnants ou détonants) de la pensée de AR BEG :

- L'Histoire n'étant que lutte des classes, les militants de l'EMSAV qui s'appuient sur la notion de NATION pour justifier leur action sont déclarés "réactionnaires" (p.186). Il est bien évident que, pour l'auteur, être nationaliste breton signifie être bourgeois oppresseur ! Car le concept de Nation est "une abstraction préalable, imposée à notre conscience par l'éducation bourgeoise", "une perversion idéologique bourgeoise". STALINE - auteur d'une très bonne définition de la nation - va s'en retourner dans son cercueil ! Et que les Républiques Baltes et autres peuplades arriérées menant des "luttas de libération Nationales" aillent se faire foutre !

Ce manichéisme est en fait l'un des résultats les plus éclatants du long

travail de sape effectué par l'état français pour diviser les Bretons entre eux, merci les taupes ! C'est un concept binaire, méditerranéen, romain. Et quand l'auteur termine son étude par le cri "BREIZH ATAO" (pourquoi cette orthographe ? ou BREIZ ATAO, ou BREIZH ATAV, mais que l'on sache de quoi l'on parle, bon sang !) sans doute pour rameuter "les passésistes", il oublie de compléter par le fameux "NA RUZ, NA GWENN, BREIZAD HEPKEN".

Toujours au hasard des pages, "les Nantais sont libertaires" (p. 195) sans que le contenu de ce mot soit explicité. Il faudrait un lexique pour savoir ce qu'est l'autonomie, l'autogestion, les peuples, etc... Sinon, comment adhérer à un quelconque programme ? Il est vrai que c'est l'U.D.B. qui depuis sa fondation fait varier le sens des mots en politique bretonne...

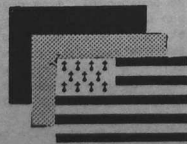
Et tout ceci pour une proposition finale qui laisse le lecteur pantois.

"La fraternité avec les autres citoyens de la République résiderait alors dans l'acceptation et la reconnaissance solidaire de chaque peuple de l'Hexagone afin de reconstruire l'UNITE de la République sur ces bases nouvelles".

Hein ? Vous ne vous y attendiez pas ? Mais c'est bon sang bien sûr ! Voilà notre route tracée : non pas construire la Bretagne, mais réformer la République française !

Sacré Zorro, va !

Mamm Goun



COMMUNIQUE



association pour la sauvegarde du patrimoine breton

Siège social : 79 KELTJEK
3 rue Harouys
44000 NANTES

Madame, Mademoiselle, Monsieur,
Cher(e) Compatriote,

Des militants bretons ont décidé d'affirmer la présence bretonne sur NANTES. Sans communiqué, sans tambour ni trompette.

Nous avons choisi de fêter la renaissance bretonne en pavoisant NANTES de drapeaux bretons :

Les vendredi 22, samedi 23 et dimanche 24 JUILLET 1990.

La première année, nous démarrerons peut-être petitement, mais nous démarrerons. Pourquoi commencer par NANTES ? Chacun le comprend, il faut qu'une action nationale bretonne démarre par la Ville à qui les Français ont fait le sort que chacun connaît.

Nous vous demandons seulement de mettre un drapeau breton ou plusieurs si vous pouvez, les plus visibles possible, à vos fenêtres ces jours-là. C'est tout. Nous recommencerons l'an prochain, mais plus nombreux d'année en année.

Pour que, dès le démarrage, nous affirmions le caractère breton de NANTES, pavoyez vos fenêtres dès cette année. Les Corses et les Catalans ont eu moins de scrupules que nous (la Chambre de Commerce de PERPIGNAN tapisse bien son aéroport de drapeaux catalans).

Si vous n'avez pas de drapeaux, appelez-nous (vite, à cause des délais de commande) :

Gildas MAHE : 40 43 17 21 ou 3614 CHEZ+ASPB

ATTENTION!!!

ATTENTION ! Le prochain numéro de votre revue NAC'H SENTIN paraîtra sous le titre :

ndependances

stal m.i.b.

- affichettes (noir et blanc) :

John MACLEAN, Seamus COSTELLO,
James CONNOLLY, Bobby SANDS,
Christian LE BIHAN, Fransez
DEBAUVAIS.....5 F.

- press-book 1 et 2.....25 F.

- poster couleur : fond noir
40 X 60
.....40 F.

stal mib:65 f.

EUSKADI
LE RENIEMENT DU PSOE

Comité de Rédaction

Naïg LE GOFF, Gwenole BLOUIN, Yann LALUYAUX,
Morvan COARER, Gilles FORTUN, Alan CORAUD.

Rédacteur en Chef

Morvan COARER.

"UR NANNVRO O VONT DA GET"
Une région s'éteint



"UR VROAD O VONT WAR WEL"
Une nation s'éveille

MOUVEMENT INDEPENDANTISTE BRETON

local / siège national :
68 boulevard DALBY
44000 NANTES - BRETAGNE



mouvement indépendantiste BRETON



40-93-04-81
40-33-72-41
99-51-46-29
40.74.51.05